

les utilisations des terres; il doit aussi identifier les incidences environnementales prévues du projet ainsi que les mesures de prévention et d'atténuation de toute incidence environnementale potentiellement néfaste.

Après une analyse de l'EIE, le SEDESOL fait connaître sa décision concernant le projet. Elle peut autoriser le projet tel que proposé, ou avec des modifications, ou refuser toute autorisation. Les évaluations des incidences environnementales sont des documents publics et ils sont à la disposition de toutes les parties et personnes intéressées. Les 1 610 nouveaux projets industriels entrepris au Mexique depuis 1988 ont dû se conformer aux normes environnementales du gouvernement. La politique du Mexique vise à interdire les investissements, d'origine étrangère ou nationale, qui ont été rejetés par d'autres pays parce qu'ils sont néfastes pour l'environnement, ou ne s'avèrent pas conformes aux règlements environnementaux du Mexique.

J. PROTECTION ENVIRONNEMENTALE LE LONG DE LA FRONTIÈRE SEPTENTRIONALE

Le Mexique et les États-Unis ont une frontière commune de 2 000 milles et se partagent la responsabilité de la protection environnementale de cette zone. En 1983, ils ont signé l'Accord États-Unis-Mexique pour la protection et l'amélioration de l'environnement de la zone frontalière (U.S.-Mexico Agreement for the Protection and Improvement of the Environment in the Border Area). Le 27 novembre 1990, les présidents Salinas et Bush ont demandé à leurs organismes environnementaux d'élaborer un plan environnemental d'ensemble pour la zone frontalière. Le 25 février 1992, les deux gouvernements ont annoncé conjointement le parachèvement du Plan environnemental intégré pour la zone frontalière Mexique-États-Unis (Integrated Environmental Plan for the Mexican-U.S. Border Area).⁵⁹

En prévision du Plan, le gouvernement du Mexique a annoncé, le 24 octobre 1991, un programme triennal de 460 millions de dollars US visant à protéger l'environnement le long de sa zone frontalière septentrionale.⁶⁰ De 1992 à 1994, il engagera les dépenses suivantes : 220 millions de dollars pour les réseaux d'égout et les usines d'épuration des eaux usées; 25 millions de dollars pour la cueillette, le traitement et l'élimination des déchets solides municipaux; 118 millions de dollars pour la construction routière; 50 millions de dollars pour les transports en commun; 43 millions de dollars pour l'acquisition de 3 185 hectares de terre, et 4 millions pour diverses mesures d'urgence.

K. COOPÉRATION INTERNATIONALE ET PROTECTION DE LA FAUNE

Le Mexique a signé et ratifié presque tous les traités et accords internationaux pour la protection de l'environnement et des ressources naturelles mondiales. Il fut le premier pays à ratifier les accords de la Convention de Vienne et du Protocole de Montréal pour la protection de la couche d'ozone, et il est en train d'éliminer l'utilisation de chlorofluorocarbures (CFC) qui appauvrissent la couche d'ozone, en respectant le même

59. Environmental Protection Agency (É.-U.) et Secretaria de Desarrollo Urbano y Ecologia (Mexique), Integrated Environmental Plan.

60. Secrétariat du développement social du Mexique, Protecting the Environment.